

NOKIA : Comment virer 600 salariés avec le consentement de l'Etat ?!

La rencontre entre le ministère de l'économie, la direction et les organisations syndicales de Nokia, qui s'est tenue à Bercy le 2 octobre dernier, a confirmé que les engagements pris par M. RAJEEV Suri, PDG du groupe Nokia n'ont pas, à ce jour, été respectés. Il est important de rappeler qu'ils ont été parafés par l'ancien ministre de l'économie, M. MACRON !

De ce fait, et ceci avant de mettre en œuvre son plan de réduction de l'effectif, Nokia s'engage enfin à respecter ses engagements ! Et par conséquent, à revenir à un effectif France de 4200 emplois sur le périmètre ALUI + BELL Labs France d'ici début 2018. Il s'engage de nouveau à atteindre 2500 salariés dans le domaine de la R&D.

Concernant le domaine de la recherche, c'est une avancée. Mais Nokia persiste à vouloir réorganiser le groupe en mettant en place un PSE pour supprimer 600 emplois hautement qualifiés dans les domaines qui ne relèvent pas de la R&D. Ainsi le gouvernement et le patronat oublient que la maîtrise du processus de la recherche à la fabrication, en passant par l'étude et l'installation, est plus que nécessaire, il est essentiel pour que la France ait la maîtrise de son industrie.

A cela, viendrait se rajouter la destruction d'emploi des sous traitants ou des fonctions annexe telles que Sodexo ou chez Daher. De plus, les engagements de maintien d'une activité commerciale, ainsi que d'une activité support client (maintenance, avant vente, après vente...) pour Nokia, ne sont plus d'actualité. Nokia confirme la mise en place du PSE et le démarrage de la procédure de licenciement dans les jours à venir et ceci, avec l'assentiment du gouvernement.

La position gouvernementale est irresponsable, elle n'a qu'un objet, celui de faire un écran de fumée pour protéger médiatiquement le Président de la République qui aurait dit être le garant (car signataire) des engagements de Nokia lors de la reprise d'Alcatel.

Pour la CGT, Nokia poursuit sa stratégie financière en délocalisant les activités vers les pays à bas coût.

Le gouvernement va-t-il continuer de verser des millions d'euros de fonds publics (Crédit Impôt Recherche) à des entreprises qui licencient en France pour créer ces mêmes emplois en Europe de l'Est ? Pour la CGT nous avons une autre logique dans l'utilisation des fonds publics, ils doivent servir à l'industrie, à l'emploi et au bien être des salariés et non les actionnaires et la spéculation !



La CGT demande le maintien de tous les emplois pour deux ans et l'annulation du plan de suppression de 600 emplois.

La CGT souhaite la mise en place d'une véritable stratégie industrielle dans les domaines de la cybersécurité, objets connectés et réseau télécom (service public, grandes entreprises) afin de garantir le maintien du développement des emplois en France.

Les télécommunications sont un sujet stratégique pour la France et l'Europe. Le gouvernement ne peut rester simple spectateur des décisions du groupe Nokia qui impactera inévitablement toute la filière.

La CGT a des propositions et fera en sorte de construire des alternatives avec les salariés face à ces stratégies financières qui considèrent les salariés uniquement comme une variable d'ajustement.

Montreuil, le 4 octobre 2017